

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 24/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CAPO SA**

24 rue de la Libération  
25300 Pontarlier

Références : UID257090/SPR/AB/2025-0314A  
Code AIOT : 0005900521

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement CAPO SA implanté 24, rue de la Libération 25300 Pontarlier. L'inspection a été annoncée le 27/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les référentiels utilisés sont :

- l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/03/2012.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAPO SA
- 24, rue de la Libération 25300 Pontarlier
- Code AIOT : 0005900521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CAPO exerce des activités de dépollution, démontage et démantèlement de véhicules hors d'usage (VHU), de vente de pièces neuves et d'occasion, de véhicules d'occasion et de véhicules accidentés. La société CAPO qui emploie 21 salariés fait partie du groupement CARECO, spécialisé dans le secteur des pièces d'occasion garanties pour véhicules automobiles. En 2024, 1900 VHU ont été accueillis sur le site et 1000 VHU environ ont été traités sur site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art. 1.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Plans des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art 4.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
4	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 27	Demande d'action corrective	10 mois
5	VLE rejets	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art 4.3.7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	VLE rejets (STEP/milieu naturel)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 31 & 33	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art 9.2.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
8	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art 4.2.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art 7.5.5	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
11	Entreposage des VHU avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
12	Entreposage des pièces et fluides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art. 1.2.1	Sans objet
10	Dépollution, démontage, découpage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 42	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport a mis en évidence les manquements suivants :

- le schéma des réseau incomplet ;
- le dépassement des valeurs limites pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries et zones en contact avec les déchets) ;
- l'extension géographique irrégulière du site sans porter à connaissance au préalable ;
- la surveillance des eaux souterraines non conforme aux prescriptions de l'APA ;
- la capacité de rétention de 120 m<sup>3</sup> dédiée au confinement des eaux d'extinction non démontrée ;
- l'entreposage des VHU non dépollués sur des surfaces non imperméabilisées ;
- les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) exposées aux eaux météoriques.

Compte tenu des non conformités constatées, un arrêté préfectoral de mise en demeure avec des délais variables est proposé pour les 6 derniers points listés ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art. 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Portée de l'autorisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</p> <p>[...]</p> <p>- 2791, Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782</p> <p>Classement A</p> <p>Compactage/Pressage de métaux - Broyage de matières plastiques</p> <p>Quantité de déchets traités : 39,5 t/j</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>

<p>A la suite de la relance concernant la campagne PFAS, l'exploitant a, dans un courrier daté du 25 juillet 2024, informé l'inspection que l'installation de broyage autorisée par l'APA du 8 mars 2012 n'a jamais été exploitée et a de ce fait sollicité la cessation partielle de cette activité.</p> <p>Conformément à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2012, l'autorisation de l'installation de traitement de déchets non dangereux, classée sous la rubrique 2791, cesse de produire effet du fait qu'elle n'a pas été mise en service dans un délai de 3 ans. La régularisation administrative des installations exploitées sur le site devra faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Porter à connaissance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art. 1.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats inspection du 18/06/2019 :</p> <p><i>« L'établissement a augmenté son emprise foncière par acquisition de parcelles voisines. Selon M. MARTIN, l'établissement compte désormais 24 000 m2 dont 4 000 m2 couverts. Cet agrandissement est en partie dû à l'informatisation de l'activité «pièces détachées». Toutes les pièces mises à la vente sont désormais photographiées (besoin d'un espace dédié) et l'informatisation du stock entraîne une gestion beaucoup plus rationnelle des pièces détachées, mais nécessite un surcroît d'espace. Conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, ces modifications des conditions d'exploitations devront faire l'objet de la déclaration prévue en l'espèce avec tous les éléments d'appréciation nécessaires. [...] »</i></p> <p>Les installations sont autorisées sur les parcelles suivantes : Section BE, N°118, 174, 183 à 185 et 205 ; pour une superficie totale du site de 15505 m².</p> <p>D'après la fiche d'information ICPE retournée par l'exploitant dans le cadre de l'action d'actualisation menée par SPR, l'emprise foncière du site s'est étendue sur la parcelle BE 213 (1572 m²). D'après la consultation de la vue aérienne la parcelle BE 240 (2540 m²) est également concernée. La visite d'inspection a permis de confirmer l'extension aux parcelles BE 213 et BE 240, soit une surface totale de 19617 m² en ce qui concerne l'emprise du site.</p> <p>Il est à noter que les parcelles BE 240 et BE 213 sont couvertes par le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Grand Pontarlier. Elles sont en zone classée UY (zone urbaine à vocation économique) et donc compatibles avec l'activité de l'exploitant.</p> <p>Les modifications apportées par l'exploitant aux installations sont de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation, et n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation. C'est une non-conformité.</p>

Il convient également de rappeler que, selon l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2012, l'installation est autorisée pour une surface de 11 510 m<sup>2</sup> au titre de la rubrique 2712 relative à la dépollution et au stockage des VHU. Ce qui constitue une non-conformité supplémentaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à porter à la connaissance du Préfet cette extension dans les conditions prévues à l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à apporter tous les éléments d'appréciation justifiant du respect des intérêts portés par l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Plans des réseaux de collecte des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art 4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts, établis par l'exploitant, sont régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

Le réseau d'eau est représenté sur le plan de masse dans sa version du 18/03/2010 présenté par l'exploitant. Le plan fait apparaître l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les secteurs de collecte des eaux pluviales avec les réseaux associés et les points de rejet ainsi que le séparateur d'hydrocarbures. Il est à noter que le schéma des réseaux est incomplet. Il ne mentionne pas la présence d'une vanne d'isolement qui se trouve en amont du séparateur hydrocarbures (voir point n° 8).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan des réseaux en faisant apparaître la vanne d'isolement et des autres ouvrages susceptibles d'être présents (compteur, capacité de rétention, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entretien (pompage et nettoyage) du séparateur a été réalisé le 16/12/2022 et le 24/06/2024 par la société SAÔNE VIDANGE, soit un délai de 18 mois entre les 2 opérations. Il n'y a pas eu d'entretien en 2023 et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de contrôles visuels réguliers reportés dans un registre. C'est une non-conformité.</p> <p>L'exploitant a transmis post-inspection la facture attestant de la réalisation de l'entretien du séparateur hydrocarbures (le 30 janvier 2025 par la société SAONE -VIDANGE).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de respecter la périodicité a minima annuelle pour l'entretien du séparateur hydrocarbures et de vérifier périodiquement son état de non saturation (moitié du volume utile). Le prochain entretien devra être réalisé au plus tard le 30 janvier 2026 sauf justification apportée par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 10 mois

#### N° 5 : VLE rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Les efuents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Température : &lt; 30 ° C</li> <li>- pH : compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l</li> <li>- MES : &lt; 30 mg/l</li> <li>- Hydrocarbures totaux : &lt; 5 mg/l</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Les eaux pluviales de ruissellement sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures puis rejetées dans le réseau EP communal qui permet l'évacuation des eaux vers le Doubs sans passer par une station d'épuration (confirmation suite appel du gestionnaire du réseau Grand Pontarlier communauté de communes)</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport de mesure des concentrations des valeurs de rejet. C'est une non-conformité.</p> <p>Le bureau d'études Sciences Environnement a réalisé un prélèvement le 29 janvier 2025 (jour de la visite d'inspection).</p> <p>Le rapport d'essai transmis le 11/03/2025, présente 2 dépassement très importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 320 mg/l pour une valeur limite de 30 mg/l pour le paramètre MES ;</li> <li>• 84 mg/l pour une valeur limite de 5 mg/l en ce qui concerne les hydrocarbures totaux.</li> </ul> <p>Le séparateur d'hydrocarbures a été vidangé depuis 7 mois à la date des prélèvements. L'hypothèse du dépassement peut être attribuée à une périodicité d'entretien-vidange du DSH insuffisante, et/ou à l'exposition de pièces grasses aux eaux météoriques.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Il est demandé à l'exploitant de se mettre en capacité de respecter les valeurs limites des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : VLE rejets (STEP/milieu naturel)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 31 & 33
--



<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Valeurs limites d'émission (Rejets milieu naturel)</p> <p>DCO : 2 000 mg/l ; / 125</p> <p>DBO5 : 800 mg/l. / 30</p> <p>Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</p> <p>Plomb : 0,5 mg/l ;</p> <p>Métaux totaux : 15 mg/l.</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Les VLE ne sont pas respectées en ce qui concerne les macro polluants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2050 mg/l pour une valeur limite de 125 mg/l pour le paramètre DCO ;</li> <li>• 1230 mg/l pour une valeur limite de 30 mg/l pour le paramètre DBO5 ;</li> </ul> <p>Il n'y a pas de dépassement pour les autres paramètres, toutefois les résultats sont proches de la limite pour les métaux totaux mesurés à 14.9 mg/l.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Il est demandé à l'exploitant de se mettre en capacité de respecter les valeurs limites d'émission (VLE) des effluents rejetés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 7 : Autosurveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art 9.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant implante plusieurs points de surveillance des eaux souterraines dont le nombre (au moins égal à deux, dont un en amont) et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique, transmise pour avis à l'inspection des installations classées. Cette étude définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement.</p> <p>L'exploitant fait inscrire le ou les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.</p>

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, normes de qualité fixées par le SDAGE,...).

Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines compte tenu de l'activité de l'installation, ainsi que les fréquences d'analyses, au moins semestrielles, sont déterminés au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique. Chaque paramètre de suivi est désigné par son nom usuel et son code SANDRE, s'il existe.

#### **Constats :**

Le site étant situé dans le périmètre de protection éloignée du captage "puits Doubs n°2" et afin de prévenir les risques de pollution de la nappe phréatique, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 mars 2012 prescrit la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines sur la base d'une étude hydrogéologique déterminant le nombre et la localisation des points de surveillance.

Plusieurs non-conformités ont été constatées :

- un seul piézomètre a été installé (a minima un piézomètre amont et un piézomètre aval doivent être présents) ;
- l'exploitant n'est pas en capacité de justifier le nombre et la localisation des points de surveillance des eaux souterraines par une étude hydrogéologique ;
- les dernières analyses correspondent à des prélèvements effectués le 03/07/2019, la fréquence semestrielle n'est donc pas respectée.

Comme évoqué dans les constats précédents le bureau d'études Sciences Environnement a effectué des prélèvements le jour de la visite. L'exploitant a transmis post-inspection le rapport d'analyse.

Le dispositif mis en place par l'exploitant apparaît insuffisant au regard de sa mise en place qui ne s'est pas appuyée sur une étude hydrogéologique préalable qui aurait permis d'une part de définir le réseau de piézomètres (position, nombre et profondeur), les paramètres pertinents à surveiller dans l'objectif de détecter toute pollution induite par l'exploitation du centre de dépollution des VHU.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place une surveillance des eaux souterraines en s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable. La fréquence d'analyse doit être a minima semestrielle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

#### **N° 8 : Protection des milieux récepteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art 4.2.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Isolement avec les milieux

#### **Prescription contrôlée :**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par

rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

**Constats :**

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la présence d'une vanne ou de tout autre système équivalent permettant d'isoler le réseau d'assainissement. C'est une non-conformité.

L'exploitant a transmis post-inspection une photographie témoignant de la présence d'une vanne 3 voies en amont du séparateur hydrocarbures. Un document interne atteste du test de ce dispositif par 3 salariés le 10 mars 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de prendre les mesures pour garantir l'accès en tout temps au dispositif d'isolement et d'établir une consigne définissant les modalités de sa mise en œuvre (confinement en cas d'incendie ou de pollution). Cette consigne sera affichée dans l'établissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Protection des milieux récepteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2012, article Art 7.5.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction

**Prescription contrôlée :**

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Le site devra disposer d'une capacité de rétention destinée à recueillir notamment les eaux d'extinction d'un volume minimal de 120 m<sup>3</sup>.

**Constats :**

D'après l'exploitant, le site disposerait d'une capacité de rétention sous la forme de plusieurs cuves enterrées d'un volume de 30 m<sup>3</sup> reliées à une vanne 3 voies. Le plan des réseaux ne signale pas ce dispositif, par ailleurs la visite terrain n'a pas permis de vérifier la présence de ces cuves. C'est une non-conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se mettre en capacité de disposer d'une capacité de rétention destinée à recueillir notamment les eaux d'extinction d'un volume minimal de 120 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 10 : Dépollution, démontage, découpage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 42
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;</li> <li>- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;</li> <li>- le verre est retiré ;</li> <li>- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;</li> <li>- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;</li> <li>- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;</li> <li>- les pneumatiques sont démontés ;</li> <li>- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;</li> <li>- les pots catalytiques sont retirés.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les justificatifs (BSD, bon de prise en charge, factures ...) qui attestent de la réalisation des opérations de dépollution consistant notamment au retrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des batteries au plomb, dernier enlèvement : 22 /03 /2024 par ECO BAT ;</li> <li>• des éléments filtrants, dernier enlèvement le 19/11/2024 par CHIMIREC ;</li> <li>• des liquides de refroidissement et des huiles, dernier enlèvement le 19/11/2024 par CHIMIREC ;</li> <li>• des fluides frigorigènes, dernier enlèvement le 21/01/2025 par PROTCLIM ;</li> <li>• des éléments en plastiques (pare-chocs), date dernier enlèvement : 20/12/2024 par DERICHEBOURG ;</li> <li>• des pneumatiques, dernier enlèvement le 08/10/2024 par ALPHA RECYCLAGE ;</li> <li>• des pots catalytiques, dernier enlèvement le 18/12/2024 par HENSEL RECYCLING ;</li> <li>• des faisceaux, dernier enlèvement le 23/12/2024 par VALINEO ;</li> <li>• des trains et des portes (ferraille à broyer), dernier enlèvement le 31/12/2024 par ESKA EVANS ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>des moteurs/boîtes en « rénovation », dernier enlèvement le 23/07/2024 par MULTIREXCARECO.</li> </ul> <p>La vérification annuelle de conformité au cahier des charges a été réalisée le 02/07/2024 par SGS. Une non-conformité avait été constatée : « pas de séparation du verre ». Depuis septembre 2024, les pare-brise sont extraits au moyen d'une pelle. Le verre est collecté par la société Bourgogne Recyclage. Il y a eu 2 enlèvements, le 30/11/2024 et le 31/12/2024.</p> <p>Les airbags fonctionnels sont extraits et revendus comme pièces détachées.</p> <p>Le contrôle par sondage de plusieurs véhicules dépollués n'appelle pas d'observations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Entreposage des VHU avant dépollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Visite terrain
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :  L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).  Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.  La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.  La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, il y a environ 200 véhicules en attente de dépollution entreposés sur une surface en tout venant damé. D'après l'exploitant, le sol est équipé d'un système de drainage relié au séparateur hydrocarbures. Il n'a pas fourni d'éléments permettant de justifier du caractère imperméable de son système de drainage, ni de son entretien pour le garantir.  De plus, une centaine de véhicules en attente d'expertise sont disposés sur l'extension (parcelle BE 240) dont le sol est également en tout venant damé.  C'est une non-conformité majeure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se mettre en capacité d'entreposer les véhicules en attente de dépollution ou en attente d'expertise sur des zones imperméables et munies de rétentions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 12 : Entreposage des pièces et fluides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Visite terrain

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.</p> <p>[...].</p> <p>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les moteurs et boîtes destinés à la « matière » sont entreposés au sol dans des box ouverts à l'extérieur sur une surface imperméable reliée au séparateur hydrocarbures. Ils ne sont pas stockés à l'abri des intempéries.</p> <p>C'est une non-conformité.</p> <p>Pour rappel, ce point avait déjà été relevé lors de la dernière visite du 18/06/2019. L'exploitant n'a pas donné suite à la demande de l'inspection de modifier le mode de stockage des pièces concernées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se mettre en capacité de stocker les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) dans des conteneurs étanches ou dans des emballages étanches et à l'abri des intempéries.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>